

MARWAN BISHARA. *PALESTINE/ISRAEL, LA PAIX OU L'APARTHEID*. PARIS, LA DÉCOUVERTE, COLL. « SUR LE VIF », 2001, 124 p.

GEORGE W. BUSH. *AVEC L'AIDE DE DIEU*. PARIS, ODILE JACOB, 2000, 318 p.

### Diriger le monde... au désastre ?

Marwan Bishara a eu tout à fait raison de terminer son ouvrage par deux textes fondamentaux, sous forme d'annexe : les résolutions 194 du 11 décembre 1948, et 242 du 22 novembre 1967 des Nations unies. La première rappelle notamment le droit des réfugiés au retour mais aussi le statut de Jérusalem et la démilitarisation de la ville. La seconde est devenue la base juridique d'un règlement politique régional fondé sur « l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre », et « le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du dernier conflit [1967] ».

Car c'est à l'aune des dispositions du droit international qu'il faut lire, en effet, cette radioscopie du « processus » dit de paix lancé en 1991, à Madrid, sur la base du principe « la terre contre la paix » et dont la pierre d'angle, voulue opérationnelle mais si inopérante, est désormais connue sous le nom d'« accords d'Oslo ». Bishara ouvre la plaie principale de ces accords, ce qu'il désigne par « l'asymétrie » entre les occupants et les occupés. Soit, en d'autres termes, cette formidable et inique aberration qui a consisté à demander aux Palestiniens de se placer sur un même pied d'égalité que les Israéliens, non par souci de construire une situation de justice, où les Palestiniens se verraient restaurés dans leur dignité et leurs droits les plus fondamentaux, jusque-là niés jusqu'à l'acharnement, mais pour leur imposer, au contraire, des « devoirs » dont l'application serait venue exaspérer plus encore leur faiblesse et leur malheur.

C'est l'analyse du processus réel d'Oslo au-delà des apparences que Bishara met en évidence, montrant ainsi que ce processus portait non seulement les germes de son échec dès les origines, mais qu'il était venu aggraver les inégalités structurelles entre les occupants et les occupés : « Depuis les cérémonies d'Oslo jusqu'au

*massacre de l'esplanade des Mosquées, les sept accords signés ont produit sept années de prospérité pour les Israéliens, et sept années de misère pour les Palestiniens.* » Et confirmé « *le système d'apartheid et d'occupation actuel* ».

Marwan Bishara met tout aussi en évidence le caractère économique des accords d'Oslo qui, pour l'Etat d'Israël, furent des années fastes durant lesquelles celui-ci entreprit de restructurer à son profit les relations de dépendance des Palestiniens. Il suffit de se souvenir de la « vision » israélo-centrée du Proche et du Moyen-Orient sous la forme d'une intégration – par la « porte hébraïque » – à la globalisation américaine, chantée sur tous les tons par Shimon Pérès, pour s'en convaincre.

C'est la logique même de la représentation israélienne des accords dits de paix que Bishara élucide, illustrant ainsi ce qu'un intellectuel palestinien, Hicham Charabi, résumait dès 1998 en ces termes : « *Tandis que la proposition de Rabin est fondée sur une version rationalisée du modèle des bantoustans sud-africains avec une souveraineté limitée en guise d'Etat palestinien, le plan de Nétanyahou se réfère à l'ancien modèle de l'apartheid, avec une autonomie locale sans même un semblant d'Etat. Ainsi le désaccord entre le Likoud et les travaillistes ne porte même pas sur le fond, comme les médias le prétendent, puisque l'un et l'autre rejettent la partition, mais sur la façon relativement correcte de discrimination des Palestiniens dans le cadre préservant l'hégémonie d'Israël sur toute la Palestine.* » Apartheid. Le mot est-il inapproprié ? Les avis des hommes du sérail (israélien, évidemment) sont un utile recours. Voilà ce qu'en disait, par exemple, le 4 décembre 2000, Ami Ayalon, l'ancien directeur du Shin Beth, le service de sécurité intérieure israélien : « *Israël doit décider rapidement dans quelle sorte d'environnement il souhaite vivre, car le modèle actuel qui comporte quelques caractéristiques de l'apartheid n'est pas compatible avec les principes juifs.* » Les scénarios révélés à la presse, il y a quelques mois, sur une décomposition programmée de l'Autorité palestinienne (élue, faut-il le rappeler, et dont l'existence juridique et politique est supposée garantie par des accords internationaux) éclairent

l'analyse. N'a-t-on pas entendu, dans le sillage de l'échec de Camp David II – l'échec israélo-américain, oui – les dirigeants israéliens, Barak d'abord, relayé ensuite par Sharon, en prophétiser la chute ? N'a-t-on pas lu ici ou là, sous la plume de quelques journalistes « informés », que la disparition de l'Autorité palestinienne était une question de semaines ? Et que cette disparition provoquerait un éclatement des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza en trois ou quatre baronnies dirigées par d'anciens chefs de la sécurité palestiniens devenus concurrents ? N'a-t-on pas découvert, après la publication dans la presse israélienne d'un rapport confidentiel des services secrets israéliens, que ce scénario, relayé par la presse en Europe et aux Etats-Unis, émanait des « stratèges » israéliens de l'armée ? Et la description fantasmée de ces « baronnies concurrentes » ne ressemblait-elle pas étrangement à ces bantoustans sud-africains de l'époque de l'apartheid, souvent « gouvernés » par des roitelets aussi veules que cruels ? Ne serait-ce pas là le désir inavoué d'une bonne partie des dirigeants israéliens qui cachent à peine leurs penchants véritables, et que Sharon peine à refouler, y compris dans ses déclarations officielles<sup>1</sup> ?

Mais les affinités avec l'Afrique du Sud de l'apartheid sont bien antérieures à la période de déliquescence des accords d'Oslo. Si les complicités d'Etat de l'époque de la guerre froide sont connues, les affinités idéologiques, exprimées dans leur pratique, le sont moins. Dans un ouvrage publié en 1987, *Israel Foreign Policy, South Africa and South America*, Jane Hunter rapporte qu'« *en 1984, lors de la cérémonie de jumelage entre la colonie d'Ariel en Cisjordanie occupée et la capitale du Ciskei [un bantoustan], Bisho, le représentant israélien au Ciskei, Yosef Schneider, a déclaré : "Il est symbolique que, de*

1. Sharon ne s'est pas privé, lors d'une visite officielle à Moscou en septembre dernier, de déclarer dans une dépêche AFP que « *Arafat était un obstacle à la paix* » – alors que son ministre des Affaires étrangères, Shimon Pérès clame publiquement le contraire – et d'ajouter : « *Arafat n'est pas éternel. Je ne m'en prendrai pas physiquement à lui. Mais il faudra bien qu'il soit rappelé à son créateur.* » Et plus loin : « *C'est vrai qu'il a obtenu le prix Nobel de la paix, mais c'est une curiosité de l'histoire* », confirmant ainsi, fort curieusement, un propos attribué à Shimon Pérès par la presse israélienne, au début de la campagne israélienne d'assassinats de dirigeants palestiniens, et selon lequel « *on ne s'en prend pas impunément à un prix Nobel de la paix* ».

même qu'aucun pays au monde (sauf l'Afrique du Sud) ne reconnaît le Cisjordanie, aucun pays ne reconnaît les colonies juives en Judée et Samarie» ». Marwan Bishara rapporte, quant à lui, un entretien du quotidien *Maariv* avec le maire de Jérusalem de l'époque, Teddy Kollek, qui déclare notamment : « [...] Nous avons répété mille fois que nous assurerions l'égalité des droits entre Arabes et Juifs, mais ce n'était que des paroles creuses. [...] Les Arabes [i.e. la population palestinienne de l'Etat d'Israël] étaient et restent des citoyens de deuxième et troisième classe. [...] J'ai fait des choses pour la Jérusalem juive depuis vingt-cinq ans, mais pour Jérusalem-Est, rien du tout [...] Ah oui, nous leur avons installé un système d'égouts et amélioré la distribution d'eau. Mais ce n'était pas pour leur bien-être ! C'est simplement parce qu'il y avait là des cas de choléra et que les Juifs avaient peur de la contagion... » Au fil des chapitres l'auteur va analyser les origines de la seconde Intifada. Outre l'échec de Camp David II, il apparaissait désormais clairement « qu'au lieu d'apporter la solution, Oslo était devenu le problème. L'objectif officiel d'une "paix juste, durable et globale" s'est transformée en une série d'accords injustes, temporaires et partiels ». A l'impasse diplomatique venait s'ajouter l'acharnement de la colonisation accélérée et l'usage de la force brutale par l'armée israélienne, dont Bishara énumère au passage les méthodes et les moyens. Sait-on suffisamment, par exemple, le rôle joué par les francs-tireurs israéliens dans la démultiplication des victimes civiles (des centaines de morts et des milliers de blessés et de handicapés à vie), ces « snipers » si justement montrés du doigt à Sarajevo, en Bosnie, et si honteusement escamotés en Palestine ? D'autres chapitres traitent également des « Palestiniens oubliés », ce million ou plus de citoyens palestiniens de l'Etat d'Israël, des réfugiés qui viennent rappeler l'expulsion de 1948, lors de laquelle « 85 % des Arabes palestiniens vivant sur 82 % des terres qui sont aujourd'hui l'Etat d'Israël ont été expulsés de leurs maisons par les forces sionistes ». Le chapitre consacré aux « Etats-Unis et au processus de paix » donne pour sa part l'une des clés principales de la question du Proche-Orient. Sous l'éclairage des « af-

finités culturelles » qui relient l'Etat hébreu à l'hyperpuissance mondiale du moment, l'auteur analyse notamment les quatre facteurs qui soutiennent la ligne de conduite de la politique américaine : « les relations idéologico-stratégiques avec l'Etat d'Israël, la pression politique intérieure, en particulier celle du lobby israélien [...], l'établissement [...] d'une zone de coopération commerciale et de sécurité en Méditerranée orientale, avec la participation de la Turquie, et l'assurance que la communauté internationale, les autorités juridiques américaines et les Nations unies restent en dehors de la résolution du conflit ».

Il suffit de constater l'attitude américaine depuis l'élection de George Bush (le fils) à la Maison-Blanche pour se rendre compte à quel point ces lignes de forces se révèlent jusqu'à la caricature. George W. Bush, non seulement endosse sans vergogne les postures diplomatiques et stratégiques d'Ariel Sharon mais va jusqu'à adopter le vocabulaire israélien jusqu'au ridicule en demandant notamment à l'Autorité palestinienne « d'arrêter ses incursions [sic] en Israël ».

Pour comprendre l'étendue de cette connivence, et la formidable régression américaine depuis la Conférence de Madrid initiée par George Bush (le père) il suffit de comparer le livre commis par le fils à celui rédigé sous le titre de *A la Maison-Blanche, quatre années pour changer le monde* (cf. *Revue d'études palestiniennes*, n° 19, p. 120-122) par l'instigateur de la guerre du Golfe. On y trouvera tous les ingrédients qui font les lignes de force de la politique américaine aujourd'hui. « Dans un monde de terreur, de missiles et de déments [...] il faut reconstruire la puissance militaire de l'Amérique. » Et plus loin : « On ne décrète pas la paix, on la mérite [sic]. Construire une paix durable exige des alliances solides, un commerce en expansion, et une diplomatie sûre d'elle. » C'est pourquoi « les engagements de longue date que nous avons vis-à-vis de nos alliés sont les solides fondations de notre paix actuelle ». D'ailleurs « le monde recherche le leadership de l'Amérique ». C'est pourquoi « l'Amérique doit diriger ». Il semble bien qu'aux yeux de cette Amérique-là, celle de George W. Bush junior du moins, les peuples du Proche-Orient ne méritent pas la paix, lui qui répondait à l'un de ses colla-

borateurs qui lui faisait valoir l'intenable situation humaine en Palestine : « *Let them bleed* », laissez-les saigner...

—Rudolf El-Kareh  
Août 2001

P.S. : L'inconscience de la politique de George W. Bush et d'Ariel Sharon depuis leur élection et les tensions qu'elle a suscitées en aggravant le formidable désordre mondial actuel a eu des effets directs sur la conférence internationale consacrée à l'esclavage et au racisme tenue à Durban au mois de septembre. Si le retrait américano-israélien de la conférence a éclairé d'une lumière encore plus crue l'évidence de la connivence organique entre les deux Etats, des confusions intellectuelles ont été largement exacerbées par la politique mondiale des Etats-Unis, et la faute politique représentée par le manque d'intérêt manifesté par les « pays riches », malgré une timide présence européenne.

La fracture Nord-Sud, que d'aucuns ont voulu occulter sous le voile d'une globalisation uniforme et factice, est ainsi réapparue dans sa dimension tragique. Elle a contribué à aggraver les formidables inégalités mondiales, d'une part, mais surtout elle a risqué de remettre la quête d'une architecture mondiale plus juste. L'ampleur des clameurs poussées par des opinions publiques chauffées à blanc est à la mesure de l'impuissance et de l'humiliation de ceux qui ont été ou se considèrent maltraités, affaiblis ou diminués par l'Histoire. C'était là une occasion de préparer une reconstruction plus juste de l'avenir des nations et des peuples du monde. Il y a fort à craindre que cette démarche ne soit pour l'instant compromise. Surtout si les Etats-Unis d'Amérique dirigés par George W. Bush tentent de transformer les Nations unies en bouc émissaire, et continuent de se servir de l'exaspération des tensions et des colères suscitées par la politique coloniale d'Israël en Palestine, pour éluder la question primordiale de l'avenir d'une partie écrasante de l'humanité longtemps écrasée par l'Histoire. La question de Palestine, par sa charge symbolique en termes de droit et de justice, est l'une des questions clé de cette problématique. Washington, dans l'inconscience irres-

pensable de sa conduite de « affaires du monde » peut « diriger » celui-ci... tout droit au désastre.

—R. El-K.

---

MOHAMED BERRADA. *COMME UN ÉTÉ QUI NE REVIENDRA PAS. LE CAIRE, 1955-1996*. RÉCIT TRADUIT DE L'ARABE (MAROC) PAR RICHARD JACQUEMOND. PARIS, SINDBAD-ACTES SUD, 2001, 168 PAGES, 109 F.

Après quelques années de silence, l'auteur du *Jeu de l'oubli* et de *Lumière fuyante* nous revient avec un beau texte sur sa relation amoureuse avec l'Égypte – et Le Caire en particulier. Figure centrale de la scène intellectuelle marocaine, Mohamed Berrada s'est fait connaître dans le monde arabe par son renouvellement de la critique littéraire qu'il a longtemps enseignée à l'université de Rabat.

*Comme un été qui ne reviendra pas*, le livre qu'il nous propose aujourd'hui, est aussi bien un récit de voyage, de formation et une réflexion sur la situation actuelle des intellectuels arabes.

L'histoire d'amour pour Le Caire a commencé bien des années avant que le narrateur, Hammad, alter ego de l'auteur, ne s'y rende, par le truchement des stars égyptiennes du cinéma et de la chanson – Oum Kalthoum, Mohamed Abdel-Wahhab, Farid el-Atrache, Ismaïl Yassine ou Shadia – qui ont bercé son adolescence dans les cinémas de Rabat et de Fès, mais surtout des figures majeures de la littérature arabe moderne, toutes égyptiennes, dont se détachent en particulier Taha Hussein et Naguib Mahfouz. Tous ces éléments qui excitaient son imagination d'adolescent, mais qui plus tard lui apparaîtront comme le soubassement d'un enjeu pour lui essentiel : se réapproprier la patrie alors « *confisquée au moyen de la langue qui ressoude la mémoire collective* », cheminement qui, à ses yeux, amène à cette interrogation : « *Elire domicile dans la langue qui exprime les composantes de l'identité et ses transformations, habiter cette langue, n'est-ce pas explorer ses espaces ?* »

« *Ce voyage, nous dit-il, fut un pont, une passerelle vers une autre contrée dont il ne réalisa pas,*